

Unité départementale de la Marne
Pôle technologique Farman
10 rue Clément ADER
51100 Reims

Reims, le 03/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN HAUTS MOULINS

1 bd Charles Baltet
ERG - espace Régley
10000 Troyes

Références : D2e 2025 648
Code AIOT : 0005704387

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2025 dans l'établissement PARC EOLIEN HAUTS MOULINS implanté Parc éolien Hauts Moulin 51260 Saint-Saturnin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a eu lieu de manière inopinée dans le cadre des travaux réalisés sur l'éolienne E2T, dont l'exploitant avait informé l'inspection par courrier du 23 mai 2025.

L'exploitant n'était pas présent sur le parc éolien au moment de la visite. L'inspection s'est déroulée avec les représentants de la société en charge de la maintenance. L'inspection a pris contact avec l'exploitant, M. Sami AMINI, pour l'informer de la visite d'inspection en cours.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN HAUTS MOULINS
- Parc éolien Hauts Moulins 51260 Saint-Saturnin
- Code AIOT : 0005704387
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien des "Hauts Moulins" est composé de 6 éoliennes, numérotées ESupt, E2T, E5T, E1T, E3 et E3T, de 2 MW de puissance unitaire et de 150 m en bout de pales et d'un poste de livraison. Ce parc éolien, mis en service en février 2011, bénéficie d'une antériorité.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Panneau ICPE	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	60 jours
3	Déchets	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L541-7-1	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite s'est déroulée dans des conditions satisfaisantes. L'exploitant doit s'assurer que les déchets sont pris en charge par des filières régulièrement autorisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Autre, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. [...]
Constats :

<p>Le prestataire en charge de la maintenance a indiqué que les déchets dangereux feraient l'objet de l'émission systématique d'un bordereau de suivi des déchets (BSD). Au jour de la visite, aucun déchet n'avait été évacué du chantier.</p> <p>L'exploitant s'attachera également à vérifier la régularité des entreprises en charge de l'évacuation des déchets.</p> <p>Un conteneur était présent sur la plateforme de l'éolienne E5T afin de regrouper l'ensemble des déchets générés lors de l'opération de maintenance. Ce conteneur sera évacué à l'issue de la visite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Panneau ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Autre, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes sur un panneau sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun panneau signalétique n'était présent sur le chemin d'accès à l'éolienne E2T.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des prises de vue permettant de constater la mise en place d'un panneau répondant aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L541-7-1
Thème(s) : Autre, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout producteur ou, à défaut, tout détenteur de déchets est tenu de caractériser ses déchets et</p>

<p>en particulier de déterminer s'il s'agit de déchets dangereux ou de déchets qui contiennent des substances figurant sur la liste de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants, ou qui sont contaminés par certaines d'entre elles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des déchets étaient présents dans le conteneur situé sur la plateforme de l'éolienne E5T. Notamment, la visite a permis de constater la présence de 8 bidons de 20 litres dont le contenu n'était pas identifié. Aucune étiquette permettant de caractériser la nature du liquide n'était présente, que ce soit sur les bidons ou sur la rétention dans laquelle ils étaient entreposés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit veiller à la caractérisation des déchets produits sur son installation. Il précisera à l'inspection la nature des déchets contenus dans ces bidons et transmettra le bordereau de suivi des déchets (BSD) associé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>